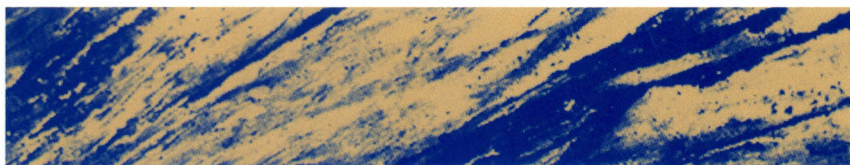


Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR

Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF

Horatia Muir Watt

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Sabine Corneloup

DALLOZ

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Hugues FULCHIRON et Christine BIDAUD-GARON. — Reconnaissance ou reconstruction ? À propos de la filiation des enfants nés par GPA, au lendemain des arrêts *Labassée*, *Mennesson* et *Campanelli-Paradiso* de la Cour européenne des droits de l'homme 1

Charles GOSME. — Les limbes de l'inéloignabilité : la nouvelle condition juridique de l'étranger 43

Nuria MARCHAL ESCALONA. — Reconnaissance et efficacité de la *kafala* marocaine dans l'ordre juridique espagnol 89

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

Nationalité française — Déchéance — Actes de terrorisme — Conformité à la Constitution — Contrôle de conventionnalité — Incompétence du Conseil constitutionnel — Conseil constitutionnel, 23 janvier 2015, n° 2014-439 QPC, note Paul Lagarde, p. 115

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Succession — Loi française applicable — Conjoint survivant — Contrat de prévoyance professionnelle — Contrat de droit suisse — Contrat de capitalisation — Art. 843 c. civ. anc. — Libéralité rapportable (non) — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 12 juin 2014, note Sara Godechot-Patris, p. 126

Mariage — Conditions de validité du remariage — Conditions de fond — Article 3 du Code civil — Conditions de forme — Article 171-1 du Code civil — Empêchement de bigamie — Preuve de la bigamie — Charge de la preuve — Article 1315 du Code civil — 2°) *Divorce* — Divorce prononcé à l'étranger — Opposabilité — Publicité du divorce — Obligation de transcription du jugement étranger de divorce sur les registres de l'état civil — Qualification — 3°) *Loi étrangère* — Interprétation de la loi étrangère (loi mexicaine) — Interprétation souveraine par les juges du fond — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 25 juin 2014, note Élise Ralsér, p. 134

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

État des personnes — Filiation — Gestation pour autrui — Convention conclue et exécutée à l'étranger — Actes de naissance étrangers — Refus de transcription — Article 8 Convention EDH — Violation du droit au respect de la vie privée des enfants — 2°) *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* — Article 8 — Droit au respect de la vie privée et familiale — Maternité de substitution — Actes de naissance étrangers — Refus de transcription — Violation du droit au respect de la vie privée des enfants — 3°) *Adoption* — Adoption par l'épouse de la mère biologique — Enfant né d'une procréation médicalement assistée pratiquée à l'étranger — Possibilité — Condition — Cour européenne des droits de l'homme, 26 juin 2014 et Cour de cassation, 22 septembre 2014, note Sylvain Bollée, p. 144

Compétence — Abordage — Convention de Bruxelles du 10 mai 1952 — Application (oui) — Article 8 — Règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000, Bruxelles I — Application (non) — Article 71 § 1 — 2°) *Convention de Bruxelles du 10 mai 1952* — Abordage — Compétence — Article 3 § 3 — Article 1^{er} 1, b — Article 1^{er} 1, c — 3°) *Abordage* — Compétence — Convention de Bruxelles du 10 mai 1952 — Application (oui) — Article 8 — Règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000, Bruxelles I — Application (non) — Article 71 § 1^{er} — Cour de cassation (Com.), 16 septembre 2014, note Dominique Bureau, p. 160

Convention de La Haye du 29 mai 1993 — Articles 17, c) et 23 — Adoption prononcée à l'étranger — Adoptant français — Certificat de conformité — Absence de date de l'accord des autorités françaises — Force probante — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 24 septembre 2014, avis avocat général Pierre Chevalier, p. 165

État étranger – Jouissance et exercice des droits privés – Personnalité juridique – République de Chine – Établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine – Absence d'incidence – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 5 novembre 2014, rapport conseiller Agnès Maitrepierre, p. 174

V. — UNION EUROPÉENNE.

Règlement n° 44/2001 dit Bruxelles I – Article 15. 1, sous c et article 16. 1 – Action en indemnisation – Fondement contractuel – Engagement librement assumé – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 30 avril 2014, note Marie-Christine de Lambertye-Autrand, p. 181

Compétence – Marque communautaire – Contrefaçon – Règlements (CE) n°s 40/94 et 44/2001 – Article 93, § 5, du règlement (CE) n° 40/94 – Détermination du lieu où le fait dommageable s'est produit – Participation transfrontalière de plusieurs personnes à un même acte illicite – Cour de justice de l'Union européenne, 5 juin 2014, aff. C-360/12, note Céline Laurichesse, p. 190

Règlement (CE) n° 1346/2000 – Article 3, § 1 – Notion d'« action se rattachant à une procédure d'insolvabilité et s'y insérant étroitement » – Règlement (CE) n° 44/2001 – Article 1^{er}, § 2, sous b) – Notion de « faillite » – Action en paiement d'une créance intentée par le syndic – Créance née d'un transport international de marchandises – Relations entre les règlements n°s 1346/2000 et 44/2001 et la convention relative au transport international de marchandises par route (CMR) – Cour de justice de l'Union européenne, 2 septembre 2014, aff. C-157/13, note Cécile Legros, p. 207

Convention de Rome du 19 juin 1980 – Article 4, § 1, 2, 4, 5 – Loi applicable au contrat de commission transport – Sous commissionnaire – Incidence de la loi applicable au contrat de commission principal – Clause d'exception – Cour de justice de l'Union européenne, 23 octobre 2014, aff. C-305/13, note Cécile Legros, p. 221

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Extradition – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-427 QPC, 14 novembre 2014, p. 245

Impôts – Investissement et opérations financières à l'étranger – Sociétés – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-437 QPC, 20 janvier 2015, p. 246

Œuvres d'art – Exportation – Droit de « retenir » de l'État – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-426 QPC, 14 novembre 2014, p. 251

III. — Union européenne.

Textes reproduits :

Personnes – Mesures de protection – Reconnaissance mutuelle – Règlement (UE) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, p. 254

IV. — Informations diverses.

Droit international privé – Monténégro – Loi sur le droit international privé, traduction et présentation par Toma Rajcevic, p. 261

Étrangers – Droits sociaux – Personnes âgées – Réponse du ministre, p. 291

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — Livres. – BENISTY (Samuel), La norme sociale de conduite saisie par le droit (Horatia Muir Watt), p. 293 – MARZAL YETANO (Antonio), La dynamique du principe de proportionnalité. Essai dans le contexte des libertés de circulation du droit de l'Union européenne (Bertrand Ancel), p. 295 – NUZZO (Luigi), VEC (Milos), Constructing International Law, The Birth of a Discipline (Horatia Muir Watt), p. 299 – PATAUT (Étienne), La nationalité en déclin (Sabine Corneloup), p. 301